

En crise, Hutchinson ouvre le dialogue

300 postes appelés à disparaître

Après son annonce de suppression de postes à Châlette-sur-Loing, la direction d'Hutchinson est allée à la rencontre des représentants syndicaux, dialoguant également avec les parlementaires et élus locaux, tout aussi inquiets.

« Le problème d'Hutchinson est double : il est lié à la fois à la crise du monde automobile que tout le monde connaît, et à la crise aéronautique, dont l'arrêt des chantiers et le ralentissement de l'activité (notamment Airbus) ont eu un retentissement sur tous les équipementiers », rapporte Jean-Pierre Door. Mardi 23 juin, le député montargois était accueilli au siège national d'Hutchinson (rue Balzac, Paris) par le directeur général M. Maigné et le directeur du site châlettois, M. Piètre.

Le même jour, Franck Demaumont, maire de Châlette, a réuni en sa mairie tous les syndicats de salariés (ouvriers, employés et cadres) face à la direction de l'usine.

Un calendrier de discussions est déjà fixé (dont des réunions les 9 et 10 juillet). « D'autant que



Premier des employeurs privés du Montargois, Hutchinson promet qu'il n'y aura pas de départs contraints à Châlette.

la direction souhaite mettre en place le Plan de départs volontaires (DPV) dès cet automne », réagit Franck Demaumont. « Unaniment, les syndicats ont pointé la précipitation de la direction d'Hutchinson. Le gouvernement annonce des plans pour les industries automobile et aéronautique après l'été. Il semblerait logique de les attendre pour savoir ce qu'ils pourront permettre en termes d'emplois et d'investissements ».

Les délégués syndicaux ont aussi mis en avant le fait que le site est bénéficiaire. « L'argent est distribué aux actionnaires et non pour développer l'emploi ».

Des mauvais augures pour les « sans diplôme »

« Déjà une certaine d'interimaires n'ont pas retrouvé leur travail », constate M. Demaumont. « Une centaine de postes sont concernés par les DPV et une autre centaine par les départs en pré-

traite. Soit 300 opportunités d'emploi en moins pour les jeunes et les personnes non qualifiées en particulier ».

Selon les responsables d'Hutchinson, le retour à l'équilibre dans les deux branches industrielles (automobile et aéronautique) pourrait ne pas être atteint avant 2023 ou 2024. Sur la trentaine de sites en France, la réduction d'emplois toucherait 800 à 1.000 postes.

Les représentants de la cellule de veille économique de Châlette (avec élus locaux et parlementaires) devraient rencontrer le préfet le 10 juillet à Orléans.

Contacté par M. Demaumont, le P-DG d'Hutchinson est ouvert à de prochaines rencontres cet été. « La cellule de veille économique se réunira dès que le premier round de négociations avec la direction aura eu lieu », précise le maire de Châlette.

J.-M. T.

(*) Une réunion à laquelle participait aussi le sénateur Jean-Pierre Sueur, la Région (l'élue Jalila Gaboret et le responsable économique de la collectivité) et Jean-Jacques Malet, vice-président du PETR (Pôle d'équilibre territorial et rural Gâtinais montargois).